

Initiative pour des multinationales responsables : Caritas Jura dit OUI à une évidence !

L'initiative pour des multinationales responsables demande que les multinationales ayant leur siège en Suisse et leurs filiales soient tenues de respecter les droits humains et les standards environnementaux à l'étranger, faute de quoi elles devront répondre des dommages causés.

Au Nigeria, une multinationale suisse exploite une grande cimenterie et une carrière de calcaire. Il y a de la poussière partout, qui engendre de nombreux problèmes de santé. Est-ce que cela serait toléré en Suisse ? La réponse est NON. Est-ce que l'on peut accepter que des êtres humains soient moins bien protégés parce qu'ils habitent dans des pays moins développés, qui ne bénéficient souvent pas d'un système judiciaire fonctionnel ? C'est toujours NON. Les multinationales ne peuvent pas fermer les yeux sur des pratiques qui ne seraient même pas envisageables chez nous. Les violations graves des droits humains et environnementaux hypothèquent l'avenir de milliers de personnes et portent atteinte à la bonne réputation de la Suisse et de son économie.

Pour Caritas Jura, pour toute cette société civile qui s'engage avec des drapeaux orange et blanc aux fenêtres, comme pour de nombreuses Organisations Non Gouvernementales et les Eglises qui s'engagent dans cette campagne essentielle, la donne est simple : les grandes multinationales suisses ne peuvent pas cautionner des comportements qui se produisent à l'étranger et qu'elles savent répréhensibles. Contrairement à ce que continuent à affirmer les opposants, l'immense majorité des PME de notre pays n'ont rien à se reprocher dans ces domaines et ne sont pas concernées par ce texte.

Accepter cette initiative populaire, c'est obliger le Parlement fédéral à remettre l'ouvrage sur le métier pour rédiger une législation équitable et efficace. Caritas Jura vous invite à voter OUI le 29 novembre.